

Les colons israéliens, principaux obstacles à la paix ? Pas si sûr !

Mercredi, 29 Septembre 2010 12:50 LDL [Actualité](#)

Le mouvement des colons israéliens espère bien que la fin du pseudo-moratoire sur les constructions dans les colonies juives de Cisjordanie entraînera la fin des négociations entre le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne.

Pourtant, [écrit Jonathan Cook](#) - journaliste britannique établi à Nazareth depuis des années et fin connaisseur du dossier - "***on aurait tort de croire que le principal obstacle au succès des négociations reside dans l'idéologie ultra-droitière du mouvement des colons. Les intérêts économiques qui sont profondément ancrés dans toute la société israélienne ne sont pas moins déterminants***".

Pour Jonathan Cook, « ***ces intérêts économiques ont pris racine il y a plus de 60 ans, avec la création d'Israël, et se sont développés à un rythme sans cesse croissant depuis l'occupation de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza, après la guerre israélo-arabe de 1967. Même beaucoup d'Israéliens vivant à l'intérieur des frontières reconnues d'Israël reconnaissent en privé qu'ils sont les bénéficiaires de la confiscation des terres, des maisons, des entreprises et des comptes en banque d'un autre peuple*** ».

« ***La plupart des Israéliens profitent directement du processus continu de spoliation de millions de réfugiés palestiniens. Les officiels israéliens supposent que c'est la communauté internationale qui supportera le fardeau [financier] de l'indemnisation des réfugiés. Mais le problème pour Israël, c'est que les réfugiés qui vivent aujourd'hui en exil ne sont pas les seuls à avoir été spoliés*** », poursuit-il.

« ***Un cinquième des citoyens israéliens, qui sont Palestiniens mais qui ont survécu au bouleversement de 1948 se sont trouvés dans la situation de déportés de l'intérieur, ou de victimes du programme de nationalisation des terres qui les a dépossédés des terres qu'ils avaient héritées de leurs ancêtres*** ».

Dès lors, même si Mahmoud Abbas signait un traité par lequel il renoncerait aux droits des réfugiés, il n'aurait pas le pouvoir d'en faire autant pour les citoyens palestiniens d'Israël. La paix, pensent beaucoup d'Israéliens, ouvrirait la boîte de Pandore des revendications historiques des Arabes israéliens qui réclameraient la restitution de leurs terres, ou du moins une indemnisation correcte. Et cette fois, ce serait bien aux juifs israéliens de payer !

Mais la menace qu'un accord de paix ferait peser que les privilèges économiques des juifs israéliens ne se limiterait pas à la réparation des torts causés par la création de l'Etat en 1948. L'occupation de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza, en 1967, a favorisé beaucoup d'autres intérêts économiques puissants, qui ont tout à perdre si la paix était conclue.

Le groupe social le plus visible est celui des colons, qui ont bénéficié d'énormes subventions de l'Etat et de privilèges fiscaux destinés à encourager les citoyens israéliens à déménager vers la Cisjordanie occupée. Selon le mouvement "Peace Now" [<http://peacenow.org.il/eng/>], ces avantages en tous genre consentis aux colons représentent 550 millions de dollars US par an (404,3 millions d'Euros).

Des centaines d'entreprises dont la clientèle est constitués par les colons se sont développées dans les 60 % de la Cisjordanie classés dans la "zone C", sur laquelle Israël exerce un contrôle absolu. En particulier, on l'aurait deviné, l'industrie de la construction a énormément bénéficié de la construction des colonies, et a fait des bénéfices d'autant plus plantureux que ces constructions ont été réalisées sur des terres volées à leurs propriétaires palestiniens *. Comme disait un des leaders du mouvement des colons

lors de la fin du pseudo-moratoire, les colons juifs estiment avoir pour ces terres le meilleur des titres de propriété : la Bible !

D'autres entreprises ont déménagé d'Israël vers la Cisjordanie et ses zones industrielles, pour pouvoir y exploiter une main d'oeuvre palestinienne bon marché **, qui a tout intérêt à être docile (aucune protection sociale, pratiquement pas de syndicats), le tout sur des terres (palestiniennes) acquises pour une bouchée de pain, en bénéficiant d'un régime fiscal particulièrement favorable. Et en plus, en territoire palestinien, les entrepreneurs israéliens ne se soucient pas trop du respect de l'environnement, c'est toujours ça de pris en plus...

La majeure partie de l'industrie touristique israélienne repose aussi sur le contrôle de sites "saints" qui sont situés à Jérusalem-Est, à Bethléem, à Hébron (Al-Khalil), etc...

Tout cet enchevêtrement d'intérêts financiers très puissants, explique Jonathan Cook, repose sur ce que Akiva Eldar a appelé dans Haartz le "**blanchiment de terres**" ("*land-laundering*", par analogie avec le "*blanchiment d'argent*" d'origine inavouable pour pouvoir l'injecter dans l'économie au grand jour) supervisé par les ministres du gouvernement israélien, les institutions d'Etat et les organisations sionistes. Et, dit-il encore, toutes ces opérations discrètes, qui empruntent des voies tortueuses, créent de nombreuses opportunités de corruption, laquelle est devenue une activité de base pour les riches et les puissants en Israël.

Les bénéfices de l'occupation ne sont pas réservés à la population civile israélienne. Le groupe de pression le plus puissant en Israël, ce sont les militaires, qui ont beaucoup à perdre eux aussi si un accord de paix venait à être conclu.

Les rangs des militaires de carrière et des services de sécurité comme le Shin Bet ont considérablement gonflé à la faveur de l'occupation. Exercer un contrôle de tous les instants sur tout un peuple justifie des budgets considérables, des armements à la pointe de la technologie (dont une très grande partie est payée par les Etats-Unis ***) et la constitution d'une caste de bureaucrates militaires très puissante.

Pendant que des conscrits de 20 ans font le boulot dangereux, les officiers supérieurs prennent leur retraite au début de la quarantaine, avec une pension confortable assurée et la perspective d'une longue deuxième carrière dans la politique (voyez combien de généraux parmi les ex-premiers ministres) ou dans les affaires. Beaucoup d'entreprises du secteur de l'armement ou de la "sécurité" leur ouvrent volontiers leurs portes. Pas mal d'anciens généraux créent leur propre entreprise pour faire de l'argent grâce à l'expérience et au réseau de relations acquis grâce à l'occupation.

En effet, ceux qui ont servi dans l'armée d'occupation en Cisjordanie ne tardent pas à apprendre comment améliorer les technologies de la surveillance, du contrôle des foules et de la guerre urbaine, pour lesquels il y a des marchés considérables à l'exportation. En 2006, l'industrie israélienne de la défense a exporté pour 3,4 milliards de dollars, ce qui fait d'Israël le quatrième plus important exportateur d'armes au monde ! Cela aussi est un des bénéfices que les Israéliens retirent de l'occupation de la Palestine.

On imagine donc sans peine que tous ces groupes de la société israélienne s'inquiètent fortement de la perspective d'un accord de paix qui mettrait fin à une situation dont ils retirent tant d'avantages, sans réellement en payer le prix (puisque depuis des années l'Autorité Palestinienne fait elle-même une grande partie du boulot répressif de l'occupant).

Un accord de paix signé aujourd'hui ferait - s'il était réellement suivi d'effets, ce qui reste à démontrer au vu de l'expérience des accords passés - que demain Israël ne serait - dit Jonathan Cook - rien de plus qu'un petit état moyen-oriental comme les autres, auquel les Etats-Unis ne verraient bien vite plus la nécessité de verser des milliards de dollars d'aides en tous genres (qui ne sont pas perdus pour tout le monde, il va sans dire).

Si on ajoute à cela que, pour prix d'une paix "juste et durable", Israël serait au minimum :

1. contraint de reconnaître ses torts historiques vis-à-vis des Palestiniens (le "péché originel d'Israël", selon le titre de l'ouvrage de Dominique Vidal en 1998)
2. obligé de partager équitablement les ressources naturelles aujourd'hui confisquées au bénéfice presque exclusif de la population juive ([voir par exemple ICI](#)), à commencer par l'eau et les terres.

on imagine aisément qu'en dépit des belles déclarations en faveur d'une paix négociée, les oppositions plus ou moins larvées sont nombreuses et que les provocations ne sont pas, loin de là, à exclure.

Conclusion de Jonathan Cook : « ***Un simple calcul coût/bénéfice suggère à la majorité des Israéliens - y compris au premier ministre Benjamin Netanyahu - qu'une réelle solution à leur conflit avec les Palestiniens pourrait se révéler très au-dessus de leur moyens financiers*** ».

Seule une pression internationale intense, assortie d'un boycott massif de leurs produits, de leurs universités et institutions culturelles, de leurs clubs sportifs, de leur tourisme, etc... est capable de renverser cette équation.

* Merci qui ? [Merci Dexia](#), entre autres.

** tout récemment [Haaretz faisait écho](#) au procès intenté par un ouvrier palestinien à son patron israélien, la **Solor Gas Industries**, pour violation de la législation du travail. Il était payé 8,7 Shekels de l'heure, soit environ 1,6 € et ne bénéficiait qu'aucun "avantage social". Le patron faisait valoir que la loi israélienne ne lui était pas applicable, mais bien... la loi jordanienne en vigueur avant 1948.

*** les industriels U.S. de l'armement ont eux aussi tout intérêt à ce qu'il n'y ait pas de paix, Israël étant pour eux un marché captif plus que juteux.

Mise à jour le mercredi, 29 Septembre 2010 16:03

http://www.pourlapalestine.be/index.php?option=com_content&view=article&id=735:les-colons-israeliens-principaux-obstacles-a-la-paix-pas-si-sur-&catid=1:latest-news